

Fiche opération Direction du Développement de l'Habitat et des Territoires

Réhabilitation logements et thermique Blum

Type d'opération :

- Réhabilitation intérieure
- Réhabilitation thermique

N° de groupe :

0013

Nbre de logts :

139

Adresses concernées :

- 56, 58, 60, 66, 68 avenue Léon Blum

AVANT TRAVAUX

Diagnostics avant travaux

Date de début prévisionnelle des travaux :

FEVRIER 2022

Concertation (pour augmentation loyer et 3^{ème} ligne)

Début de la concertation : XX/XX/XX

Fin de la concertation : XX/XX/XX

Durée des travaux :

32 MOIS

Réunion d'information aux locataires

le :

Date de fin prévisionnelle des travaux :

AOUT 2023

PREPARATION DES TRAVAUX

TRAVAUX

GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (GPA)

FIN DE GPA

MONTAGE OPERATION : ANNIE JEAN-TOURNADRE
SUIVI DES TRAVAUX : JAWAD NEJJAR

| Adresse | Travaux non démarrés | | Travaux en cours | Travaux terminés | |
|---------|------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|
| | Visites préalables planifiées le : | Démarrage des trvx prévu le : | Fin des trvx prévue le : | Travaux réceptionnés le : | Fin de GPA le : |
| 56 BLUM | 07-09-14/12/2021 | 25/01/2022 | | | |
| 58 BLUM | | | | | |
| 60 BLUM | | | | | |
| 66 BLUM | | | | | |
| 68 BLUM | | | | | |

LES LOGEMENTS

- ✓ Dépose des radiateurs existants non utilisés dans les logements.
- ✓ Remplacement de l'ensemble des poignées de porte et révision des portes intérieures.
- ✓ Aménagement d'un placard (1 tringle + 1 rayonnage) dans les logements T3 et T4 à l'entrée du logement.
- ✓ Déplacement et remplacement de la porte de la salle de bains pour le T3 et T4 pour permettre la création du placard, et améliorer l'agencement de l'entrée.
- ✓ Réfection complète des salles de bains, et cuisines : sols, murs, plafonds, faïence.
- ✓ Remplacement de tous les appareils sanitaires, robinetterie et réfection des réseaux de distribution et d'évacuation :

WC, lavabo, receveur de douche en 100x80cm avec porte et paroi fixe, mitigeurs, évier en inox de 120x60 cm avec 1 seule cuve profonde (pour positionner lave-vaisselle ou rangement sous l'égouttoir) avec meuble sous évier en mélaminé de 120x60 avec 1 seule porte et 1 emplacement pour un lave-vaisselle de 60cm.

- ✓ Mise en sécurité électrique des logements
- ✓ Rajout de prises de courant
- ✓ Mise en place de luminaires en applique.
- ✓ Recouvrement des sols d'origine et ceux jugés en très mauvais état.
- ✓ Isolant acoustique posé entre les parties communes et les logements, et entre certains logements.

LES PARTIES COMMUNES

- Remplacement des portes d'accès aux placards techniques sur les paliers.

- Remplacement des portes palières.
- Mise en place d'un système de désenfumage dans l'ensemble des cages d'escalier
- Réfection des halls d'entrée
- Mise en place de luminaires à LED à détecteur de mouvement et temporisation dans les halls d'entrées et étages.
- Mise en place de paraboles collectives.
- Mise en place des gaines et réservations pour passage de la fibre.
- Remplacement des alimentations d'eau froide, eau chaude sanitaire et bouclage
- Remplacement des colonnes et collecteurs d'évacuation d'eaux usées et d'eaux pluviales
- Remplacement du système de la production d'eau chaude
- Réfection complète des sous-stations de distribution de chauffage

LES IMMEUBLES

- Démolition des balcons existants (à cause de problèmes structurels)
- Réfection des toitures terrasse des deux bâtiments
- Isolation thermique par l'extérieur des façades
- Remplacement des menuiseries extérieures (fenêtres et volets roulants)
- Remplacement des garde-corps existants
- Remplacement des porte-fenêtres donnant sur les balcons par des fenêtres plus allège
- Remplacement de la VMC par une ventilation naturelle adaptée à des immeubles de grande hauteur

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ces conditions particulières constituent un tout indissociable avec les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale version CG-LBP-SPL-2021-07

Références :

Numéro du contrat de prêt : LBP-00016364

Date d'émission des conditions particulières : 08/11/2022

Annule et remplace les conditions particulières émises le 18/10/2022

Prêteur : LA BANQUE POSTALE

Société anonyme au capital de 6 585 350 218 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 421 100 645, ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, ci-après le "Prêteur".

Emprunteur : ASSEMBLIA

Société anonyme d'économie mixte, dont le siège social est situé au 14 Rue Buffon, 63000 Clermont-Ferrand, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Clermont-Ferrand sous le numéro 860 200 310, représentée par son représentant légal ou par toute personne dûment habilitée à l'effet des présentes, ci-après l'"Emprunteur".

ANNULE ET REMPLACE LES CONDITIONS PARTICULIERES EMISES LE 18/10/2022

TRANCHE OBLIGATOIRE A TAUX FIXE DU 16/03/2023 AU 15/04/2048

- **Montant du prêt** : 1 070 000,00 EUR
- **Durée du contrat de prêt** : Du 16/03/2023 au 15/04/2048, soit 25 ans
- **Objet du contrat de prêt** : Financement de la réhabilitation thermique avenue Léon Blum à Clermont-Ferrand
- **Versement des fonds** : Le montant du prêt est versé en une seule fois avant la date limite du 16/03/2023, moyennant un préavis de 5 jours ouvrés TARGET/PARIS. A défaut de demande de versement à la date limite, le versement est alors automatique à cette date.
- **Durée d'amortissement** : 25 ans, soit 100 échéances d'amortissement.
- **Taux d'intérêt annuel** : Taux fixe de 2,29 %
- **Base de calcul des intérêts** : Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
- **Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement** : Périodicité Trimestrielle

Jour de l'échéance : 15^{ème} d'un mois

- **Mode d'amortissement** : Constant
- **Remboursement anticipé** : Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Préavis : 50 jours calendaires

GARANTIES

- **Caution avec renonciation au bénéfice de discussion** : Cautionnement de Clermont Auvergne Métropole (SIREN : 246 300 701) à hauteur de 50 % du Montant du Crédit avec renonciation au bénéfice de discussion comprenant le principal, les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires.
Production de la garantie : La non-production de la garantie avant le 08/05/2023 entraînera l'exigibilité anticipée du prêt.
- **Caution avec renonciation au bénéfice de discussion** : Cautionnement de la Commune de Clermont Ferrand (SIREN : 216 301 135) à hauteur de 50 % du Montant du Crédit avec renonciation au bénéfice de discussion comprenant le principal, les intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires.
Production de la garantie : La non-production de la garantie avant le 08/05/2023 entraînera l'exigibilité anticipée du prêt.

COMMISSIONS

- **Commission d'engagement** : 0,05 % du montant du prêt exigible(s) et payable(s) au plus tard le 30/12/2022.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **Taux effectif global** : 2,29 % l'an
soit un taux de période : 0,573 %, pour une durée de période de 3 mois

Notification

| Prêteur | Emprunteur |
|--|---|
| La Banque Postale CPX 215 115 rue de Sèvres 75275- PARIS CEDEX 06 | ASSEMBLIA 14 Rue Buffon 63000 Clermont-Ferrand |
| ☎ : 01 41 46 51 25 @ : contrat-spl@labanquepostale.fr | A l'attention de Monsieur Xavier MARILLET ☎ : 04 73 74 32 99 ☎ : 06 35 53 94 95 @ : xavier.marillet@assemblia.fr |

CONDITIONS SUSPENSIVES



L'entrée en vigueur du prêt est soumise à la production au prêteur au plus tard le 09/12/2022 et en tout état de cause 5 jours ouvrés TARGET/PARIS avant tout versement des fonds :

- Un extrait K-bis datant de moins de trois mois avant la signature
- Un Relevé d'Identité Bancaire du compte bancaire de l'Emprunteur ouvert dans les livres de La Banque Postale
- Une autorisation de prélèvement SEPA dûment signée
- Une copie certifiée conforme des derniers statuts
- Un exemplaire des conditions particulières dûment paraphé, daté et signé par un représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur
- Une copie certifiée conforme de la délibération autorisant le recours au présent prêt, sauf si cela résulte de dispositions statutaires
- Une copie certifiée conforme de la délibération ayant nommé le signataire du contrat ou l'ayant renouvelé dans ses fonctions, sauf si cela résulte de dispositions statutaires
- Une copie certifiée conforme et à jour, le cas échéant, de la délégation de compétence et de la délégation de signature établissant les pouvoirs du signataire du contrat transmise au contrôle de légalité ou tout autre document pouvant ou devant être remis dans le cadre du contrat ainsi que les spécimens de signature de ces personnes

La non-production au Prêteur des documents ci-dessous au plus tard le 08/05/2023 entrainera l'exigibilité anticipée du prêt :

- Une copie de la délibération exécutoire de garantie d'emprunt de l'organe compétent de(s) la Caution(s)
- Une copie des délégations de signature établissant les pouvoirs des signataires de(s) la Caution(s)

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toutes les modalités de traitement des données à caractère personnel et les droits dont dispose l'Emprunteur, conformément à la réglementation relative à la protection des données, se trouvent dans les Conditions Générales.

SIGNATURES

Fait en 2 exemplaires originaux.

L'emprunteur déclare expressément avoir reçu un exemplaire des conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale Marché des Bailleurs sociaux, des Entreprises publiques locales et des EPIC version CG-LBP-SPL-2021-07 auxquelles sont soumises les présentes conditions particulières et avoir pris connaissance de toutes les stipulations desdites conditions générales. En cas de contradiction entre les stipulations des conditions particulières et les stipulations des conditions générales, les stipulations des conditions particulières prévalent.

Pour l'emprunteur :

A Clermont-Fd, le 14/11/2022.

Nom et qualité du signataire :

Cachet et signature :



Rachid Kander
Directeur Général

assemblita
Siège social
14, rue Buffon
63019 Clermont Ferrand cedex 2
Tél. 04 73 98 28 98

Pour le prêteur :

A Issy-Les-Moulineaux, le 08/11/2022

Natolojanahary RAKOTOARIMANANA
Responsable Adjointe Middle Office
Marché Secteur Public Local



Emilie LE GUEN
Responsable Middle Office Secteur Public Local

ANNEXE – MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

| Débiteur | |
|---|---|
| 1 – Dénomination sociale : ASSEMBLIA 2 – Adresse : 14 Rue Buffon 63000 Clermont-Ferrand 3 – Coordonnées du compte bancaire : IBAN (Numéro d'identification international de compte bancaire) : F R 4 9 2 0 0 4 1 0 1 0 0 7 2 1 2 9 1 4 2 H 0 3 8 7 5 BIC (Code international d'identification de vote banque) : P S S T F R P P L Y O | |
| Créancier | |
| La Banque Postale – société anonyme au capital de 6 585 350 218 euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 421 100 645 , ayant son siège social au 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex – ICS (Identifiant créancier SEPA) : FR96ZZZ594735 | |
| Type de paiement : RECURRENT | |
| Ce mandat est valable jusqu'à annulation de votre part. Il devient caduc à l'issue d'une période de 36 mois sans prélèvement. | |
| Validation de la demande | |
| 4 – Fait à : <i>Clermont - fd</i> 5 – Le : <i>14/11/2022</i> En signant ce formulaire vous autorisez La Banque Postale à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et vous autorisez votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de La Banque Postale. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. | 6 – Signature (du représentant légal) et cachet du débiteur : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; text-align: center;">  Rachid Kander Directeur Général  Siège social 14, rue Buffon 63019 Clermont-Ferrand cedex 2 Tél. 04 73 98 28 98 </div> |
| Cadre réservé à La Banque Postale | |
| RUM du débiteur (Référence unique de mandat) : L B P - 0 0 0 1 6 3 6 4 - 8 6 0 2 0 0 - 2 0 2 2 1 0 1 8 | |

Protection des données à caractère personnel :

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Les données à caractère personnel recueillies font l'objet de traitements dont le responsable est La Banque Postale.

Elles sont traitées à des fins de gestion de votre mandat dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement. Vous pouvez exercer vos droits en précisant vos nom, prénom, adresse postale et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité, en vous adressant par courrier au responsable de traitement, La Banque Postale - Service Relations Clients - 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06.

Pour plus d'informations concernant notre politique en matière de protection des données, vous pouvez consulter l'article relatif à la Protection des données à caractère personnel des Conditions Générales de la Convention de Compte Courant Postal, remise lors de la souscription et disponible sur le site institutionnel de La Banque Postale.

ANNEXE – TABLEAU D'AMORTISSEMENT INDICATIF

| Rang | Date | Déblocage en € | Amortissement en € | Intérêts en € | Frais | Echéance en € | Capital restant dû après échéance en € |
|------|------------|----------------|--------------------|---------------|--------|---------------|--|
| | 16/03/2023 | 1 070 000,00 | 0,00 | 0,00 | 535,00 | 535,00 | 1 070 000,00 |
| 1 | 15/07/2023 | 0,00 | 10 700,00 | 8 099,60 | 0,00 | 18 799,60 | 1 059 300,00 |
| 2 | 15/10/2023 | 0,00 | 10 700,00 | 6 064,49 | 0,00 | 16 764,49 | 1 048 600,00 |
| 3 | 15/01/2024 | 0,00 | 10 700,00 | 6 003,24 | 0,00 | 16 703,24 | 1 037 900,00 |
| 4 | 15/04/2024 | 0,00 | 10 700,00 | 5 941,98 | 0,00 | 16 641,98 | 1 027 200,00 |
| 5 | 15/07/2024 | 0,00 | 10 700,00 | 5 880,72 | 0,00 | 16 580,72 | 1 016 500,00 |
| 6 | 15/10/2024 | 0,00 | 10 700,00 | 5 819,46 | 0,00 | 16 519,46 | 1 005 800,00 |
| 7 | 15/01/2025 | 0,00 | 10 700,00 | 5 758,21 | 0,00 | 16 458,21 | 995 100,00 |
| 8 | 15/04/2025 | 0,00 | 10 700,00 | 5 696,95 | 0,00 | 16 396,95 | 984 400,00 |
| 9 | 15/07/2025 | 0,00 | 10 700,00 | 5 635,69 | 0,00 | 16 335,69 | 973 700,00 |
| 10 | 15/10/2025 | 0,00 | 10 700,00 | 5 574,43 | 0,00 | 16 274,43 | 963 000,00 |
| 11 | 15/01/2026 | 0,00 | 10 700,00 | 5 513,18 | 0,00 | 16 213,18 | 952 300,00 |
| 12 | 15/04/2026 | 0,00 | 10 700,00 | 5 451,92 | 0,00 | 16 151,92 | 941 600,00 |
| 13 | 15/07/2026 | 0,00 | 10 700,00 | 5 390,66 | 0,00 | 16 090,66 | 930 900,00 |
| 14 | 15/10/2026 | 0,00 | 10 700,00 | 5 329,40 | 0,00 | 16 029,40 | 920 200,00 |
| 15 | 15/01/2027 | 0,00 | 10 700,00 | 5 268,15 | 0,00 | 15 968,15 | 909 500,00 |
| 16 | 15/04/2027 | 0,00 | 10 700,00 | 5 206,89 | 0,00 | 15 906,89 | 898 800,00 |
| 17 | 15/07/2027 | 0,00 | 10 700,00 | 5 145,63 | 0,00 | 15 845,63 | 888 100,00 |
| 18 | 15/10/2027 | 0,00 | 10 700,00 | 5 084,37 | 0,00 | 15 784,37 | 877 400,00 |
| 19 | 15/01/2028 | 0,00 | 10 700,00 | 5 023,12 | 0,00 | 15 723,12 | 866 700,00 |
| 20 | 15/04/2028 | 0,00 | 10 700,00 | 4 961,86 | 0,00 | 15 661,86 | 856 000,00 |
| 21 | 15/07/2028 | 0,00 | 10 700,00 | 4 900,60 | 0,00 | 15 600,60 | 845 300,00 |
| 22 | 15/10/2028 | 0,00 | 10 700,00 | 4 839,34 | 0,00 | 15 539,34 | 834 600,00 |
| 23 | 15/01/2029 | 0,00 | 10 700,00 | 4 778,09 | 0,00 | 15 478,09 | 823 900,00 |
| 24 | 15/04/2029 | 0,00 | 10 700,00 | 4 716,83 | 0,00 | 15 416,83 | 813 200,00 |
| 25 | 15/07/2029 | 0,00 | 10 700,00 | 4 655,57 | 0,00 | 15 355,57 | 802 500,00 |
| 26 | 15/10/2029 | 0,00 | 10 700,00 | 4 594,31 | 0,00 | 15 294,31 | 791 800,00 |
| 27 | 15/01/2030 | 0,00 | 10 700,00 | 4 533,06 | 0,00 | 15 233,06 | 781 100,00 |
| 28 | 15/04/2030 | 0,00 | 10 700,00 | 4 471,80 | 0,00 | 15 171,80 | 770 400,00 |
| 29 | 15/07/2030 | 0,00 | 10 700,00 | 4 410,54 | 0,00 | 15 110,54 | 759 700,00 |
| 30 | 15/10/2030 | 0,00 | 10 700,00 | 4 349,28 | 0,00 | 15 049,28 | 749 000,00 |
| 31 | 15/01/2031 | 0,00 | 10 700,00 | 4 288,03 | 0,00 | 14 988,03 | 738 300,00 |
| 32 | 15/04/2031 | 0,00 | 10 700,00 | 4 226,77 | 0,00 | 14 926,77 | 727 600,00 |
| 33 | 15/07/2031 | 0,00 | 10 700,00 | 4 165,51 | 0,00 | 14 865,51 | 716 900,00 |
| 34 | 15/10/2031 | 0,00 | 10 700,00 | 4 104,25 | 0,00 | 14 804,25 | 706 200,00 |
| 35 | 15/01/2032 | 0,00 | 10 700,00 | 4 043,00 | 0,00 | 14 743,00 | 695 500,00 |
| 36 | 15/04/2032 | 0,00 | 10 700,00 | 3 981,74 | 0,00 | 14 681,74 | 684 800,00 |
| 37 | 15/07/2032 | 0,00 | 10 700,00 | 3 920,48 | 0,00 | 14 620,48 | 674 100,00 |
| 38 | 15/10/2032 | 0,00 | 10 700,00 | 3 859,22 | 0,00 | 14 559,22 | 663 400,00 |
| 39 | 15/01/2033 | 0,00 | 10 700,00 | 3 797,97 | 0,00 | 14 497,97 | 652 700,00 |
| 40 | 15/04/2033 | 0,00 | 10 700,00 | 3 736,71 | 0,00 | 14 436,71 | 642 000,00 |
| 41 | 15/07/2033 | 0,00 | 10 700,00 | 3 675,45 | 0,00 | 14 375,45 | 631 300,00 |

| Rang | Date | Déblocage en € | Amortissement en € | Intérêts en € | Frais | Echéance en € | Capital restant dû après échéance en € |
|------|------------|----------------|--------------------|---------------|-------|---------------|--|
| 42 | 15/10/2033 | 0,00 | 10 700,00 | 3 614,19 | 0,00 | 14 314,19 | 620 600,00 |
| 43 | 15/01/2034 | 0,00 | 10 700,00 | 3 552,94 | 0,00 | 14 252,94 | 609 900,00 |
| 44 | 15/04/2034 | 0,00 | 10 700,00 | 3 491,68 | 0,00 | 14 191,68 | 599 200,00 |
| 45 | 15/07/2034 | 0,00 | 10 700,00 | 3 430,42 | 0,00 | 14 130,42 | 588 500,00 |
| 46 | 15/10/2034 | 0,00 | 10 700,00 | 3 369,16 | 0,00 | 14 069,16 | 577 800,00 |
| 47 | 15/01/2035 | 0,00 | 10 700,00 | 3 307,91 | 0,00 | 14 007,91 | 567 100,00 |
| 48 | 15/04/2035 | 0,00 | 10 700,00 | 3 246,65 | 0,00 | 13 946,65 | 556 400,00 |
| 49 | 15/07/2035 | 0,00 | 10 700,00 | 3 185,39 | 0,00 | 13 885,39 | 545 700,00 |
| 50 | 15/10/2035 | 0,00 | 10 700,00 | 3 124,13 | 0,00 | 13 824,13 | 535 000,00 |
| 51 | 15/01/2036 | 0,00 | 10 700,00 | 3 062,88 | 0,00 | 13 762,88 | 524 300,00 |
| 52 | 15/04/2036 | 0,00 | 10 700,00 | 3 001,62 | 0,00 | 13 701,62 | 513 600,00 |
| 53 | 15/07/2036 | 0,00 | 10 700,00 | 2 940,36 | 0,00 | 13 640,36 | 502 900,00 |
| 54 | 15/10/2036 | 0,00 | 10 700,00 | 2 879,10 | 0,00 | 13 579,10 | 492 200,00 |
| 55 | 15/01/2037 | 0,00 | 10 700,00 | 2 817,85 | 0,00 | 13 517,85 | 481 500,00 |
| 56 | 15/04/2037 | 0,00 | 10 700,00 | 2 756,59 | 0,00 | 13 456,59 | 470 800,00 |
| 57 | 15/07/2037 | 0,00 | 10 700,00 | 2 695,33 | 0,00 | 13 395,33 | 460 100,00 |
| 58 | 15/10/2037 | 0,00 | 10 700,00 | 2 634,07 | 0,00 | 13 334,07 | 449 400,00 |
| 59 | 15/01/2038 | 0,00 | 10 700,00 | 2 572,82 | 0,00 | 13 272,82 | 438 700,00 |
| 60 | 15/04/2038 | 0,00 | 10 700,00 | 2 511,56 | 0,00 | 13 211,56 | 428 000,00 |
| 61 | 15/07/2038 | 0,00 | 10 700,00 | 2 450,30 | 0,00 | 13 150,30 | 417 300,00 |
| 62 | 15/10/2038 | 0,00 | 10 700,00 | 2 389,04 | 0,00 | 13 089,04 | 406 600,00 |
| 63 | 15/01/2039 | 0,00 | 10 700,00 | 2 327,79 | 0,00 | 13 027,79 | 395 900,00 |
| 64 | 15/04/2039 | 0,00 | 10 700,00 | 2 266,53 | 0,00 | 12 966,53 | 385 200,00 |
| 65 | 15/07/2039 | 0,00 | 10 700,00 | 2 205,27 | 0,00 | 12 905,27 | 374 500,00 |
| 66 | 15/10/2039 | 0,00 | 10 700,00 | 2 144,01 | 0,00 | 12 844,01 | 363 800,00 |
| 67 | 15/01/2040 | 0,00 | 10 700,00 | 2 082,76 | 0,00 | 12 782,76 | 353 100,00 |
| 68 | 15/04/2040 | 0,00 | 10 700,00 | 2 021,50 | 0,00 | 12 721,50 | 342 400,00 |
| 69 | 15/07/2040 | 0,00 | 10 700,00 | 1 960,24 | 0,00 | 12 660,24 | 331 700,00 |
| 70 | 15/10/2040 | 0,00 | 10 700,00 | 1 898,98 | 0,00 | 12 598,98 | 321 000,00 |
| 71 | 15/01/2041 | 0,00 | 10 700,00 | 1 837,73 | 0,00 | 12 537,73 | 310 300,00 |
| 72 | 15/04/2041 | 0,00 | 10 700,00 | 1 776,47 | 0,00 | 12 476,47 | 299 600,00 |
| 73 | 15/07/2041 | 0,00 | 10 700,00 | 1 715,21 | 0,00 | 12 415,21 | 288 900,00 |
| 74 | 15/10/2041 | 0,00 | 10 700,00 | 1 653,95 | 0,00 | 12 353,95 | 278 200,00 |
| 75 | 15/01/2042 | 0,00 | 10 700,00 | 1 592,70 | 0,00 | 12 292,70 | 267 500,00 |
| 76 | 15/04/2042 | 0,00 | 10 700,00 | 1 531,44 | 0,00 | 12 231,44 | 256 800,00 |
| 77 | 15/07/2042 | 0,00 | 10 700,00 | 1 470,18 | 0,00 | 12 170,18 | 246 100,00 |
| 78 | 15/10/2042 | 0,00 | 10 700,00 | 1 408,92 | 0,00 | 12 108,92 | 235 400,00 |
| 79 | 15/01/2043 | 0,00 | 10 700,00 | 1 347,67 | 0,00 | 12 047,67 | 224 700,00 |
| 80 | 15/04/2043 | 0,00 | 10 700,00 | 1 286,41 | 0,00 | 11 986,41 | 214 000,00 |
| 81 | 15/07/2043 | 0,00 | 10 700,00 | 1 225,15 | 0,00 | 11 925,15 | 203 300,00 |
| 82 | 15/10/2043 | 0,00 | 10 700,00 | 1 163,89 | 0,00 | 11 863,89 | 192 600,00 |
| 83 | 15/01/2044 | 0,00 | 10 700,00 | 1 102,64 | 0,00 | 11 802,64 | 181 900,00 |
| 84 | 15/04/2044 | 0,00 | 10 700,00 | 1 041,38 | 0,00 | 11 741,38 | 171 200,00 |
| 85 | 15/07/2044 | 0,00 | 10 700,00 | 980,12 | 0,00 | 11 680,12 | 160 500,00 |
| 86 | 15/10/2044 | 0,00 | 10 700,00 | 918,86 | 0,00 | 11 618,86 | 149 800,00 |
| 87 | 15/01/2045 | 0,00 | 10 700,00 | 857,61 | 0,00 | 11 557,61 | 139 100,00 |
| 88 | 15/04/2045 | 0,00 | 10 700,00 | 796,35 | 0,00 | 11 496,35 | 128 400,00 |

| Rang | Date | Déblocage en € | Amortissement en € | Intérêts en € | Frais | Echéance en € | Capital restant dû après échéance en € |
|------|------------|----------------|--------------------|---------------|-------|---------------|--|
| 89 | 15/07/2045 | 0,00 | 10 700,00 | 735,09 | 0,00 | 11 435,09 | 117 700,00 |
| 90 | 15/10/2045 | 0,00 | 10 700,00 | 673,83 | 0,00 | 11 373,83 | 107 000,00 |
| 91 | 15/01/2046 | 0,00 | 10 700,00 | 612,58 | 0,00 | 11 312,58 | 96 300,00 |
| 92 | 15/04/2046 | 0,00 | 10 700,00 | 551,32 | 0,00 | 11 251,32 | 85 600,00 |
| 93 | 15/07/2046 | 0,00 | 10 700,00 | 490,06 | 0,00 | 11 190,06 | 74 900,00 |
| 94 | 15/10/2046 | 0,00 | 10 700,00 | 428,80 | 0,00 | 11 128,80 | 64 200,00 |
| 95 | 15/01/2047 | 0,00 | 10 700,00 | 367,55 | 0,00 | 11 067,55 | 53 500,00 |
| 96 | 15/04/2047 | 0,00 | 10 700,00 | 306,29 | 0,00 | 11 006,29 | 42 800,00 |
| 97 | 15/07/2047 | 0,00 | 10 700,00 | 245,03 | 0,00 | 10 945,03 | 32 100,00 |
| 98 | 15/10/2047 | 0,00 | 10 700,00 | 183,77 | 0,00 | 10 883,77 | 21 400,00 |
| 99 | 15/01/2048 | 0,00 | 10 700,00 | 122,52 | 0,00 | 10 822,52 | 10 700,00 |
| 100 | 15/04/2048 | 0,00 | 10 700,00 | 61,26 | 0,00 | 10 761,26 | 0,00 |

| | | | | |
|--------------|---------------------|-------------------|---------------|---------------------|
| TOTAL | 1 070 000,00 | 311 324,35 | 535,00 | 1 381 859,35 |
|--------------|---------------------|-------------------|---------------|---------------------|

Le tableau d'amortissement ci-dessus résulte d'une simulation, il est fourni à titre indicatif et sans engagement.

ANNEXE

MODELE DE DELIBERATION DE GARANTIE D'EMPRUNT

L'an [●], le [●], à [●] heures

Le (La) [désignation de l'organe délibérant], légalement convoqué(e), s'est assemblé(e) au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de
M. (Mme) [●]

ÉTAIENT PRÉSENTS : [●]

EXCUSÉS : [●]

Le quorum étant atteint, le (la) [désignation de l'organe délibérant] peut délibérer.

M. (Mme) [●] est élu(e) secrétaire de séance.

Considérant l'Offre de financement d'un montant de 1 070 000,00 €, émise par La Banque Postale (ci-après « **le Bénéficiaire** ») et acceptée par ASSEMBLIA (ci-après « **l'Emprunteur** ») pour les besoins de Financement de la réhabilitation thermique avenue Léon Blum à Clermont-Ferrand, pour laquelle Clermont Auvergne Métropole (SIREN : 246 300 701) (ci-après « **le Garant** ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « **la Garantie** ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

VU [pour les Communes] les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Départements] les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Régions] les articles L 4253-1 et L 4253-2 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Communautés de Communes] l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
ou [pour les Communautés Urbaines] l'article L 5111-4 et les articles L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Communautés d'Agglomération] l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
ou [pour les Etablissements Publics Locaux] l'article L 5111-4 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Métropoles *hors Métropole de Lyon*] l'article L 5111-4 et les articles L 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
ou [pour la Métropole de Lyon] les articles L 3611-3, L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 2288 du Code civil ;

VU l'offre de Financement de La Banque Postale (annexée à la présente délibération)

DECIDE :

ARTICLE 1er : Accord du Garant

Le Garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat à venir entre l'emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « **le Prêt** »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Déclaration du Garant

Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.



ARTICLE 3 : Mise en garde

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non-remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 4 : Appel de la Garantie

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Sans préjudice des dispositions de l'article [Communes L.2252-1, départements L.3231-4, régions L.4253-1] du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

Article 5 : Bénéfice du cautionnement

Le Garant accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire avec toute autre personne morale même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

Le cautionnement bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants-cause. Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

ARTICLE 6 : Durée

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : Publication de la Garantie

Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 [pour les Communes] L.3131-1 [pour les Départements], L.4141-1 [pour les Régions], L.5211-3 [pour les Communautés de Communes, Communautés Urbaines, Communautés d'Agglomération, Etablissements publics locaux, Métropoles, Métropole de Lyon] et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

Publié le :

Transmis à la (sous)-préfecture le :

ou Certifié exécutoire le :

ou

Reçu à la (sous)-préfecture le (+ tampon) :

ANNEXE

MODELE DE DELIBERATION DE GARANTIE D'EMPRUNT

L'an [●], le [●], à [●] heures

Le (La) [désignation de l'organe délibérant], légalement convoqué(e), s'est assemblé(e) au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de
M. (Mme) [●]

ÉTAIENT PRÉSENTS : [●]

EXCUSÉS : [●]

Le quorum étant atteint, le (la) [désignation de l'organe délibérant] peut délibérer.

M. (Mme) [●] est élu(e) secrétaire de séance.

Considérant l'Offre de financement d'un montant de 1 070 000,00 €, émise par La Banque Postale (ci-après « **le Bénéficiaire** ») et acceptée par ASSEMBLIA (ci-après « **l'Emprunteur** ») pour les besoins de Financement de la réhabilitation thermique avenue Léon Blum à Clermont-Ferrand, pour laquelle la Commune de Clermont Ferrand (SIREN : 216 301 135) (ci-après « **le Garant** ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « **la Garantie** ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

VU [pour les Communes] les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Départements] les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Régions] les articles L 4253-1 et L 4253-2 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Communautés de Communes] l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales;
ou [pour les Communautés Urbaines] l'article L 5111-4 et les articles L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Communautés d'Agglomération] l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
ou [pour les Etablissements Publics Locaux] l'article L 5111-4 du Code général des collectivités territoriales
ou [pour les Métropoles hors Métropole de Lyon] l'article L 5111-4 et les articles L 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
ou [pour la Métropole de Lyon] les articles L 3611-3, L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 2288 du Code civil ;

VU l'offre de Financement de La Banque Postale (annexée à la présente délibération)

DECIDE :

ARTICLE 1er : Accord du Garant

Le Garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat à venir entre l'emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « **le Prêt** »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Déclaration du Garant

Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.



ARTICLE 3 : Mise en garde

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non-remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 4 : Appel de la Garantie

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Sans préjudice des dispositions de l'article [Communes L.2252-1, départements L.3231-4, régions L.4253-1] du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

Article 5 : Bénéfice du cautionnement

Le Garant accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire avec toute autre personne morale même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

Le cautionnement bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants-cause. Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

ARTICLE 6 : Durée

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : Publication de la Garantie

Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 [pour les Communes] L.3131-1 [pour les Départements], L.4141-1 [pour les Régions], L.5211-3 [pour les Communautés de Communes, Communautés Urbaines, Communautés d'Agglomération, Etablissements publics locaux, Métropoles, Métropole de Lyon] et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

Publié le :

Transmis à la (sous)-préfecture le :

ou Certifié exécutoire le :

ou

Reçu à la (sous)-préfecture le (+ tampon) :